

## Cambodge

Sixième session du GTEPU, 30 novembre-11 décembre 2009

### *Informations présentées au GTEPU*

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/6/KHM/1] reconnaît plusieurs groupes ethniques dans le pays, qui jouissent tous des libertés fondamentales (§ 11, 12). Le Cambodge reconnaît les droits traditionnels d'occupation des sols des PA, qui peuvent notamment être consultés en matière de démarcation des frontières des villages, et pour surveiller que les ressources foncières et naturelles sont utilisées de manière durable (§ 44, 45). Le *National Council on Ethnic and Demographic Issues* est un organe de consultation et de coordination pour les politiques concernant les programmes et les intérêts ethniques (§ 63). Le Gouvernement s'engage à garantir l'égalité d'accès à une éducation de base de qualité pour les enfants autochtones (§ 110).

La **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/6/KHM/2]:rapporte (§ 21) :

- les inquiétudes exprimées par le CESCR et l'OIT en ce qui concerne les **assassinats et les menaces de mort dont les dirigeants des communautés autochtones sont victimes** [E/C.12/KHM/CO/1, § 31].
- Les RS sur la liberté de religion et sur le droit à la liberté d'opinion et le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) sur la situation des défenseurs des droits de l'homme soulignent (§ 42) que le Gouvernement empêche les bonzes de participer à toute manifestation, une interdiction supposée viser les bonzes khmer-krom [A/HRC/7/10/Add.1, § 11].
- Le CEDAW **demande (§ 62, 65) la réduction du taux d'analphabétisme chez les femmes issues des minorités ethniques** [CEDAW/C/KHM/CO/3, § 26, 35]. Comme l'éducation primaire n'utilise que la langue nationale khmère,
- le CESCR a exprimé son inquiétude (§ 65) en ce qui concerne l'accès à l'éducation et le risque que **les communautés autochtones perdent leur culture** [E/C.12/KHM/CO/1, § 34].
- Le CESCR et le HCDH s'alarment (§ 67) de **l'augmentation rapide du nombre de concessions économiques, qui entraîne la dégradation des ressources naturelles et de la diversité biologique et le déplacement des PA;**
- le CESCR **recommande le partage équitable des bénéfices** et la prise en compte du développement durable, et note **l'échec de la mise en œuvre des dispositions de la loi foncière prévoyant l'attribution des titres de propriété des terres communales autochtones**, ainsi que **l'exploitation des ressources naturelles qui enfreint les droits autochtones aux terres et ressources naturelles** [E/C.12/KHM/CO/1, § 15, 16; A/HRC/4/95, § 45].
- Plusieurs titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, le HCDH et un rapport du Secrétaire général de 2008 ont exprimé leur inquiétude (§ 66, 68, 69) sur la **saisie illégale des terres autochtones**, les **retards dans le processus d'attribution de titres fonciers collectifs**, le risque que **la plupart des communautés perdent leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur patrimoine culturel**, ainsi que le **harcèlement d'activistes khmer-krom** [A/HRC/7/56, § 37; A/HRC/7/42, § 29; E/CN.4/2006/41/Add.3, § 67; A/HRC/10/44/Add.4, p. 43; A/HRC/10/7/Add.1, § 25-32; A/HRC/12/41, § 43].
- 

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/6/KHM/3]:

- KKKHRA dénonce la répression menée à l'encontre des moines bouddhistes khmer-krom qui promeuvent les droits de l'homme de leur peuple (§ 35).
- COHRE/BABSEA/LICADHO et ADHOC/FORUMASIA relèvent la mauvaise application de la loi foncière de 2001, qui reconnaît les droits de propriété collective des communautés autochtones sur leurs terres; les PA voient leurs terres saisies par de puissants secteurs d'activité et données en concessions par le Gouvernement, ce qui entrave leur accès aux forêts traditionnelles (§ 56).
- KKKHRA dénonce le fait qu'en dépit des dispositions légales et constitutionnelles, le gouvernement ne fournit aucun des documents nécessaires à l'obtention de la nationalité aux Khmer-Krom, les rendant apatrides et déniaient leurs droits; les Khmer Krom fuyant les pays voisins pour se rendre au Cambodge ne reçoivent plus le statut de réfugié du HCR en raison de l'annonce du Cambodge de les reconnaître en tant que citoyens;
- UNPO recommande que le Cambodge reconnaisse les peuples khmer-krom et montagnard en tant que PA et cesse leur renvoi forcé vers les pays voisins (§ 57, 58).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Cambodge, l'Allemagne s'enquiert de la saisie illégale des terres autochtones. Le Royaume-Uni s'enquiert de la sauvegarde des droits fonciers autochtones. Le Danemark s'enquiert de la sauvegarde des droits des défenseurs des droits de l'homme des PA.

### **Document final**

Dans le **rapport du GTEPU** [A/HRC/13/4], le Népal s'enquiert de la création d'institutions autochtones dans la phase d'après conflit (§ 72).

Parmi les **recommandations** du rapport (§ 82), la République de Corée demande le renforcement des mesures de sensibilisation du public aux droits de l'homme des PA. L'Allemagne recommande une meilleure protection des défenseurs des droits de l'homme (54a). L'Irlande recommande de faire cesser les expulsions forcées et de protéger les droits de l'homme des PA (65).

Dans le projet de **rapport sur la 13<sup>e</sup> session du CoDH** [A/HRC/13/L.10, § 351-391], le Cambodge fait référence à la mise en œuvre d'un programme d'action sur les questions concernant les communautés autochtones (§ 367). Il encourage de supprimer systématiquement les mesures de discrimination à l'égard des groupes autochtones et de souscrire aux normes internationales relatives aux procédures d'asile pour le peuple khmer krom (§ 384).

*Publié le 7 décembre 2010*

*UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010*

<b>Liste des abréviations</b>	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICCERD: Convention internationale sur l'élimination de la
AHR: Advocates for Human Rights	discrimination raciale
AI: Amnesty International	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AICT: Association internationale contre la torture	II: Interfaith International
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	IITC: International Indian Treaty Council
AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources
APN: Assemblée des Premières Nations	autochtones
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the
ATLP: Association Tourner la page	University of Arizona
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé	IWA: Indigenous World Association
Carrasco Briseño»	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
BCM: Bar Council of Malaysia	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
Originarios Andinos	KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association
CAPDTC: China Association for Preservation and Development of	LBT: Louis Bull Tribe, Canada
Tibetan Culture	LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada
CAT: Comité de l'ONU contre la torture	LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne
CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant	LDL: Ligue des droits et libertés
CCDP: Commission canadienne des droits de la personne	LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of
CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego	Human Rights
Portales, Chile	LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos
CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad,	LLIN: Lubicon Lake Indian Nation
Oaxaca	MDH: Maison des droits de l'homme, RDC
CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun	MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand
CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à	MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize
l'égard des femmes	MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica
CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination	MoCN: Montana Cree Nation
raciale	NCHR: Norwegian Centre for Human Rights
CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et	NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil
culturels	Organizations «Todos los Derechos para Todas y
CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile	Todos», México
CISA: Consejo Indio de Sudamérica	NOC: Norwegian Ombudsman for Children
CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre	NWAC: Native Women's Association of Canada
	NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand

<p>CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants  CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México  CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun  COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions  COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process  CPJ: Citizens for Public Justice, Canada  CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant  CS: Cultural Survival  CSI: Confédération syndicale internationale  CSW: Christian Solidarity Worldwide  CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations  DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica  ECLJ: European Centre for Law and Justice  ECN: Ermineskin Cree Nation  ECRI: European Commission against Racism and Intolerance  EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México  EHRCO: Ethiopian Human Rights Council  EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix  FAFIA: Feminist Alliance for International Action  FI: Franciscans International  FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture  FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme</p>	<p>NZHRC: New Zealand Human Rights Commission  OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme  OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México  OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco  ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence  OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council  OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique  RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme  RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North  REDH-JV: Red de Encuentro Dominico Haitiano Jacques Viau  RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones  RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU  SCN: Samson Cree Nation  SPM: Société pour les peuples menacés  SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia  TUPRF: Tibetan UPR Forum</p>
---	--